



## **Déclaration des élus du SE-UNSA** **à la C.A.P.A. Hors Classe d'Aix-Marseille des P.L.P.**

**le 12 juin 2012**

Le candidat Sarkozy en 2007 avait promis moins de profs, mieux formés et mieux payés, il aura tenu parole ... sur le seul premier point.

80.000 suppressions d'emplois, formation initiale des enseignants atomisée, détérioration des conditions de travail, déconsidération du métier, c'est le triste bilan en matière éducative du dernier quinquennat !

La voie professionnelle n'a pas été épargnée avec la généralisation du bac pro en 3 ans, corollaire à la fermeture des formations de niveau V (CAP/BEP), malgré les réserves de l'inspection générale et l'action syndicale.

Dans ce contexte difficile, le SE-UNSA, fidèle à ses principes, a essayé d'être une force de proposition. Mais face à l'absence de réel dialogue social, notre action a surtout été marquée du sceau de l'opposition. Aussi le nouveau quinquennat qui s'ouvre est, pour le SE-UNSA, porteur d'espoir. Nous aspirons plus que jamais à être dans la proposition et à faire en sorte que l'opposition soit la plus constructive possible.

Malgré un contexte international et national difficile. La question du pouvoir d'achat ne pourra pas être éludée. C'est sous cet angle qu'il convient aussi d'appréhender la question de l'accès à la hors-classe.

Sur le principe :

Le SE-UNSA revendique toujours, le retour à des modalités d'accès, encadrées nationalement, établies sur des critères clairs et objectifs, qui ne remettent pas en cause l'accès à la hors-classe en fin de carrière. La suppression d'un barème national aboutit à une diversité de traitement puisque l'évaluation de la valeur professionnelle d'un même collègue diffère d'une académie à l'autre ; cela n'est pas acceptable et met clairement en évidence la dimension toute subjective des critères retenus.

Nous réaffirmons à l'occasion de cette CAPA notre attachement à une notation des enseignants prenant à la fois en compte la valeur professionnelle et la valeur pédagogique à contrario du décret promulgué le 7 Mai, en catimini, par l'ancien gouvernement et heureusement bientôt abrogé.

Loin d'une idéologie managériale, l'évaluation des personnels doit être un outil permettant de rendre le système éducatif plus juste et plus efficace. Aussi, force est de constater que le système actuel n'est pas satisfaisant. L'évaluation reste encore très subjective et ne s'inscrit pas dans un référentiel de métier. Elle est trop irrégulière et prend rarement en compte la dimension collective du travail des enseignants. Elle doit être conçue pour soutenir, accompagner, reconnaître et non pour sanctionner.

Nous notons à nouveau les efforts du corps d'inspection pour inspecter les collègues concernés à tous les échelons. Ces efforts doivent donc être poursuivis notamment dans certaines disciplines où la situation demeure pour le moins préoccupante.

Nous constatons que de plus en plus de collègues au 10<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> échelon sont promus à la hors classe. Et ce, au détriment de collègues du 11<sup>ème</sup> échelon, en fin de carrière, qui ne démeritent en rien.

Cette année, 50 promus au 10<sup>ème</sup> échelon ajoutés au 4 du 9<sup>ème</sup> échelon représentent 55% du contingent ! il reste néanmoins 18 collègues du 11<sup>ème</sup> échelon sur le carreau soit 29% des promouvables du 11<sup>ème</sup>.

Le SE-Unsa déplore cet état de fait et réitère son opposition à l'instauration de la méritocratie.

Au nom du "mérite", ces critères installent l'inégalité entre les disciplines, les établissements et donc entre les collègues. Nous avons déjà dénoncé les trois dernières années les injustices engendrées par ceux-ci.

Quelques exemples :

- incohérences entre note pédagogique et avis formulé par l'inspecteur.
- incohérences entre les avis formulés par l'inspecteur et le chef d'établissement.
- Un collègue du 7<sup>ème</sup> échelon avec la note d'inspection de 56 qu'il détenait depuis son 5<sup>ème</sup> échelon s'est vu attribué un avis sans opposition l'année dernière et cette année un très favorable, fera sa carrière de toutes façons au grand choix.
- inégalité entre les disciplines. Les inspecteurs des groupes Eco Gestion et STI appliquent les recommandations du BA. Les disciplines lettres-anglais, lettres-histoire et géographique, mathématiques et cette année le groupe SBSSA sont fortement pénalisés par les avis formulés par les corps d'inspection, ce qui entraîne un nombre de promus très faibles dans ces disciplines sans rapport avec ce qu'elles pèsent en terme d'effectifs de professeurs.
- Eco –Gestion et STI totalisent 707 promouvables soit 50% pour les 2/3 promus.

Plus généralement, nous demandons que tous les dossiers des collègues du 11<sup>ème</sup> échelon soient examinés avec le plus grand soin.

A défaut de ne pas trouver une méthode cohérente lors du groupe de travail réclamé par tous les élus le 05 juin dernier, nous espérons que pendant cette CAPA, nous prendrons le temps nécessaire pour corriger toutes ces injustices.

Je tenais à faire remarquer que l'application du BA que nous réclamons depuis trois ans, pour le corps des PLP est toujours appliquée, chaque année chez nos collègues certifiés où des disciplines de 725 collègues en lettres modernes, 546 en histoire et géographie, 265 en espagnol côtoient sans regroupement la biotechnologie 32 collègues STMS 22, art plastique 125 personnes.

En conclusion il est appliqué pour 15 sur 20 de ces disciplines un taux compris entre 18 et 22%.

Seuls la philo et l'Italien qui représentent 5% des promouvables sont à 13% d'avis très favorable.

Pourquoi chez nous les PLP, certains IEN ne veulent pas se mettre en conformité avec les préconisations du BA.

Pourquoi ce qui est fait chez la totalité des certifiés de l'académie et la moitié des de nos collègues PLP en STI et Eco gestion n'est pas transposable en Lettres histoire, lettres anglais et les mathématiques.

Comment peut-on expliquer à nos collègues cette différence de traitement ?

Enfin, je demande de nouveau que soient respectées les préconisations du BA et que l'ensemble de nos collègues puissent avoir la même chance théorique pour accéder à la promotion de grade. Ce n'est qu'une mesure de justice.

Je vous remercie de votre attention

Les élus du SE-UNSA

Magloire Hazoumé

Simon Denieul